



Déclaration préalable FSU 88 – 9 septembre 2025

Comité social d'administration
départemental des Vosges



Monsieur le Directeur Académique,

Alors que la pauvreté et les inégalités explosent en France, les orientations du gouvernement pour le budget 2026 cherchent à faire payer aux travailleur·ses du public comme du privé, aux retraité·es, aux chômeur·ses et aux malades le déficit créé par une politique faite de cadeaux aux plus riches, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires.

Pour tenter de nous convaincre, le Premier ministre a martelé tout l'été les mêmes mots en allant jusqu'à affirmer devant un parterre de journalistes : « ce n'est pas le gouvernement qui dépense l'argent, c'est les Français » ! Les Français·es qui subissent les mesures et peinent à finir les mois seraient donc les responsables de la crise actuelle ? Le Premier ministre aurait pu rappeler une vérité simple : la dette n'a pas été creusée par une explosion des dépenses publiques, qui restent stables (57 % du PIB en 2017 contre 57,2 % en 2024), mais par une baisse massive des recettes (54,3 % du PIB en 2017 contre 51,4 % en 2024 selon l'INSEE).

Pourtant, lorsque l'on évolue dans une réalité alternative, les annonces de mesures telles que la suppression de deux jours fériés, l'imposition d'une année blanche ou d'une 5^e réforme de l'assurance chômage, la prise de mesures délétères contre la santé ou l'éducation tout en préservant les priviléges fiscaux des plus fortuné·es conduisent inévitablement à une colère qui va se traduire dans les prochaines semaines. Les initiatives populaires comme la journée du 10 septembre ou intersyndicales comme celle du 18 septembre ne seront que le point de départ de mobilisations qui vont s'inscrire dans la durée. Sans bifurcation écologique et sociale, ce n'est pas le changement de gouvernement qui fera retomber la colère : c'est d'un réel changement politique dont les services publics et la population ont besoin, et non d'une fuite en avant néolibérale et réactionnaire.

Dans le premier degré, entre les ouvertures et les fermetures, nous avons perdu une centaine de postes en trois ans dans les Vosges. Pourtant, nous ne cessons de le répéter : il faut profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels. C'est un enjeu principal pour stopper la crise de recrutement en cours.

Pourtant, cette année encore, les injonctions de début d'année aux équipes, et en particulier à leurs directrices ou directeurs, sont nombreuses :

- Animer, avant le 15 septembre, « une séance de sensibilisation aux stéréotypes de genre, d'une durée de 2 h » ;
- Prendre connaissance et s'approprier le « vade-mecum pour accompagner les équipes éducatives à la construction d'une politique du numérique au sein de chaque école et mettre en œuvre les mesures de régulation attendues » ;
- « Piloter » la mise en œuvre du « programme d'éducation à la vie affective et relationnelle », sans formation et alors que le contenu de ce programme, que nous avons soutenu dès les premières discussions, est particulièrement sensible dans nombre d'écoles ;
- Rédiger un « protocole en santé mentale » après avoir lu de très nombreuses pages de ressources.

Le dernier rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) montre que la France a de nombreux progrès à faire sur ses pratiques managériales, et nous avons là un exemple concret avec nos directrices et directeurs d'école, qui se retrouvent une nouvelle fois mis·es sous pression par le ministère et isolé·es entre des demandes institutionnelles chronophages et une multitude d'urgences à gérer avec leurs collègues dans l'école.

Ce rapport constate que les principes d'un management de qualité sont très convergents et reposent sur :

- Une forte participation des personnels ;
- Une autonomie soutenue par la hiérarchie ;
- La reconnaissance du travail accompli.

Or, de nombreuses réformes récentes renforcent au contraire le contrôle des pratiques enseignantes : évaluations nationales, évaluations d'écoles, résidences pédagogiques, absence de choix dans les animations pédagogiques... Les enseignant·es du premier degré, intellectuel·les et professionnel·les engagés, demandent plus d'horizontalité, de confiance, de soutien et de formation choisie.

Dans le second degré, la rentrée 2025 est marquée par l'incompréhensible entêtement du Ministère de l'Éducation nationale à poursuivre le « Choc des savoirs » dont la principale mesure, la mise en place des groupes de besoin en classe de Sixième et Cinquième pour les enseignements de français et de mathématiques a été étrillée par un rapport de l'Inspection générale qui a confirmé toutes les réserves formulées par la FSU : les groupes de niveau n'apportent aucun bénéfice aux élèves en difficulté ; ils désorganisent les établissements en contrignant les emplois du temps et en entraînant des difficultés à trouver des professeur·es principaux·les. Le regroupement des élèves les plus en difficulté et des élèves à besoins particuliers dans un groupe unique, pratiqué dans certains collèges du département, n'est pas acceptable et contribue à creuser les inégalités et à stigmatiser les enfants.

La FSU dénonce, en cette rentrée 2025, une série d'attaques contre le métier d'enseignant·e : nouveaux programmes de français et de mathématiques bornant la liberté pédagogique, pression pour mettre en œuvre en collège des plans locaux d'évaluation sur le modèle du lycée, évaluations nationales imposées en classe de Cinquième et surtout une réforme des concours de recrutement réduisant fortement les exigences disciplinaires des nouveaux professeur·es. La FSU s'oppose fermement à la transformation rampante du métier d'enseignant·e de celui de concepteur·trice à celui d'exécutant·e.

Ces réformes constituent de bien mauvaises solutions à la crise d'attractivité du métier dont les effets continueront sans doute possible à se faire ressentir cette année d'autant que les salaires continuent à stagner, même si le Ministère claironne que les jeunes enseignant·es ont été revalorisé·es, hélas à coups de primes non prises en compte pour le calcul de la pension de retraite. En dépit des déclarations rassurantes du recteur qui assure que « chaque élève lorrain aura un·e enseignant·e à la rentrée », des postes sont encore non pourvus à ce jour et les inquiétudes pèsent sur les capacités à assurer les remplacements longue durée dans certaines matières, notamment en lettres modernes, risquant de faire revivre aux parents et aux élèves les difficultés de l'année passée.

En première ligne de l'austérité annoncée avec les projets de suppression de 3 000 postes en 2026, de non-renouvellement d'un·e agent·e sur trois partant à la retraite et de gel des rémunérations toujours maintenu, la FSU appelle les agent·es de la Fonction publique à se mobiliser massivement les 10 et 18 septembre par la manifestation et la grève pour en empêcher la mise en œuvre. Elle réclame une autre politique fiscale permettant d'augmenter les ressources de l'État et des collectivités territoriales.